

Pas d'illusions dans la détente!

Giscard renforce l'arsenal anti-soviétique

Giscard d'Estaing a coupé court le 26 juin au "grand débat" sur l'arsenal nucléaire français en annonçant que les recherches sur la bombe à neutrons étaient en bonne voie depuis 1976 et que celle-ci serait opérationnelle dès 1982-83. "Le choix de l'été" a été fait : cette même classe dirigeante criminelle qui a massacré des centaines de milliers d'êtres humains dans une vainc tentative de préserver son empire colonial veut maintenant avoir son rôle à jouer dans une future confrontation nucléaire.

Presque tout le monde a remarqué que les questions militaires ont dominé depuis des mois la politique bourgeoise. Derrière la mascarade parlementaire, le but réel que poursuit infatigablement la bourgeoisie c'est de jouer des pieds et des mains pour sauvegarder les profits de l'impérialisme français face à la convoitise des autres puissances bourgeois et contre le bloc soviétique, et ce, dans une période de rivalités inter-impérialistes et dans une ambiance de guerre froide.

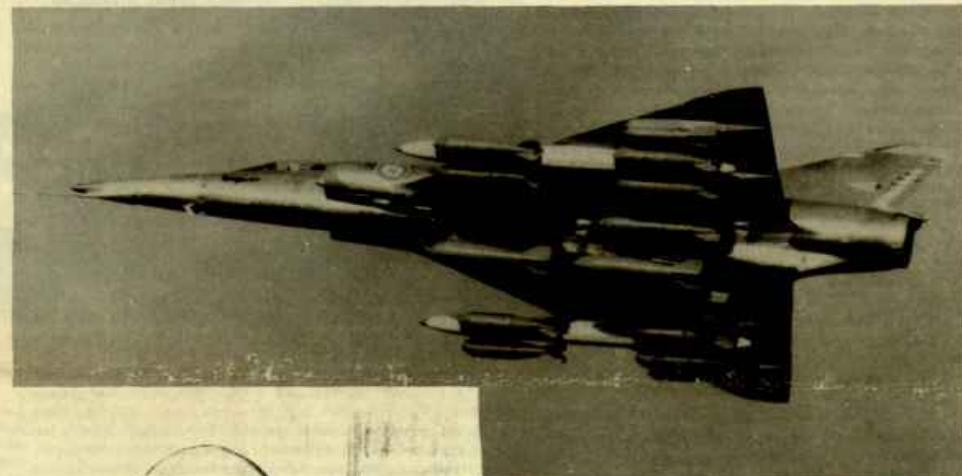
La France est toujours en proie à sa contradiction historique d'une classe dirigeante aux ambitions mondiales mais entravée par une économie relativement faible. Cette contradiction encourage la bourgeoisie à avoir recours aux manœuvres, menaces et coups d'éclat quand elle ne peut pas s'opposer à l'impérialisme américain avec sa puissance économique insuffisante.

De même que Schmidt, Giscard en a par-dessus la tête des pitreries irrationnelles de Carter. C'est simple, pour les bourgeoisies française et allemande, Kaboul ne vaut pas la chandelle. L'impérialisme américain tente l'impossible en voulant redresser son économie déclinante aux dépens de l'Europe et du Japon tout en demandant à ses alliés de se rallier à sa croisade anti-soviétique. Bonn et Paris sont tous deux en train de jouer la carte soviétique pour obtenir des concessions américaines. L'Allemagne, sur la base de sa puissance économique, se sent de plus en plus confiante au niveau politique, et ce, Giscard et avec lui la bureaucratie soviétique — le sait bien. L'Allemagne est en train de devenir quelque chose d'autre qu'un simple "cheval de Troie" américain en Europe, contrairement à ce que prétend le PCF et son "anti-boschisme".

Giscard n'est pas schizophrène. Il propose la "détente" d'une main, mais garde en réserve dans l'autre la force de frappe anti-soviétique; la bourgeoisie française sait bien qu'à long terme elle ne peut pas "coexister pacifiquement" avec un Etat non capitaliste. Après un an de provocations américaines contre l'URSS, après l'Afghanistan, après le raid avorté sur Téhéran, la menace d'une guerre nucléaire est soudain devenue terriblement réelle. Les bourgeois européens sont sur une corde raide entre leur hostilité viscérale à l'Etat ouvrier soviétique et le désir de prendre leurs distances vis-à-vis des Etats-Unis. Mais la bourgeoisie française veut se tenir sur cette corde raide aussi bien armée que possible.

"Le danger vient de l'Est"

Les porte-parole des bourgeoisies européennes aiment ricaner au sujet de la croisade des Américains pour préserver leur "civilisation" d'un "péril rouge". Mais derrière une apparence suave se cache le désir tout aussi virulent d'anéantir l'Union soviétique et d'ouvrir de nouveau ce tiers du monde à l'exploitation capitaliste. La France, puissance impérialiste relativement faible, est seulement un peu plus circumspecte à ce sujet — comme il se doit compte-tenu du fait que la France n'a pas la force de prendre



(*Le Monde* l'a ressassé pendant 30 ans). C'est maintenant le contraire qui inquiète Paris et Bonn ; même s'il semble que chacun ait sa version sur les euro-missiles. On prétend qu'ils ont été accordés par les Etats-Unis avec réticence pour apaiser l'anciété des Européens. Ou que Washington les a imposés à ses "otages" européens. On argumente aussi qu'installer des missiles de moyenne portée en Europe rend celui-ci plus vulnérable à une attaque russe. Par contre, on dit jamais qu'ils sont là pour le cas où les Etats-Unis décideraient de tenter une "première frappe".

Une chose est claire; étant donné qu'il est bien possible que l'Europe soit le seul champ de bataille entre les deux principales puissances, la bourgeoisie veut un droit de regard pour quand le moment sera venu d'appuyer sur le bouton. (Une nervosité similaire peut être constatée autour des SS-20 dans les capitales d'Europe de l'Est). C'est la signification de la force de frappe.

Fin du dogme gaulliste?

Giscard l'"atlantiste" a-t-il réellement trahi le gaullisme en allant de l'avant avec la bombe à neutrons ? La théorie gaulliste de la dissuasion avait pour objet d'éviter d'engager les troupes françaises dans des combats en Allemagne. "Le sanctuaire national" devait être protégé par une force de frappe indépendante "tous azimuts" (traduction: vers Moscou). On dissuaderait les Soviétiques d'attaquer avec la menace de représailles massives contre leurs villes. Laissons les Américains essayer de détruire le système des missiles soviétiques — le David nucléaire français ramènerait le Goliath russe des "siècles en arrière" (nous voyons ici "notre" bourgeoisie avec toute son arrogance impérialiste imiter la promesse que s'étaient faite les Américains de "ramener le Vietnam à l'âge de pierre"). Un modèle de clarté cartésienne — et la stratégie parfaite d'un choc impérialiste.

Les giscardiens accréditent bien sûr encore en paroles cette théorie de "dissuasion". Mais elle est de plus en plus en butte aux critiques pour être démodée, version moderne de la ligne Maginot et caricature de la stratégie américaine, maintenant abandonnée, du tout ou rien de "représailles massives".

Ni Strauss, ni Schmidt

Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne!

Sous le mot d'ordre à double tranchant de "sécurité pour les années 80", la social-démocratie de Helmut Schmidt se présente aux élections allemandes d'octobre comme le parti de la paix et de la détente, contre les menées bellicistes du réactionnaire Strauss. A sa manière, cette élection reflète les tensions qui existent au sein des bourgeoisie européennes sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'hystérie anti-communiste de Brezinski ou de Carter. Car, depuis la deuxième guerre et surtout depuis la fin de l'hégémonie économique américaine (dont le symbole fut la dissolution du dollar et de l'or en août 1971), l'Allemagne, comme le Japon, est devenue la puissance impérialiste dominante de sa région du monde. C'est ainsi qu'en dépit des "avertissements" de Carter, la puissance industrielle de l'Allemagne de l'Ouest rend Schmidt suffisamment indépendant pour pouvoir utiliser les euromissiles comme monnaie d'échange lors de son voyage à Moscou. Derrière l'émergence des puissances impérialistes régionales, on voit déjà se dessiner plus clairement des rivalités inter-impérialistes croissantes, dont les Russes doivent être contents d'essayer de profiter en relançant la discussion sur les euromissiles à travers le voyage de Schmidt à Moscou.

Depuis onze ans, en coalition avec le parti bourgeois libéral FDP, le SPD, parti ouvrier bourgeois, agence de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, préside à la remontée de l'impérialisme allemand. Car, s'il est le parti historique de la classe ouvrière allemande, il est aussi le parti du blocage des salaires, des clauses anti-gauchistes dans les syndicats et du brisage de grève; c'est le parti de la "sécurité intérieure", de la chasse aux sorcières contre les terroristes — supposés ou réels — et contre l'ensemble de la gauche, le parti des interdictions professionnelles, le parti de Stammheim et des exécutions de la RAF; c'est, de plus en plus, le parti de l'expulsion des travailleurs immigrés.

Le SPD se fait le porte-parole de l'aile "éclairée" de la bourgeoisie qui, pour l'instant, tente simplement de faire pression économiquement sur l'Europe de l'Est et de saborder son planification bureaucratique aux intérêts du capital allemand. Dans l'immédiat, ou même dans un futur proche, l'Allemagne de l'Ouest serait vaincue dans une confrontation militaire directe avec le bloc soviétique; mais derrière les tentatives de renégocier la détente, il y a le développement de la capacité nucléaire ouest-allemande en Afrique du Sud, la plus grande armée conventionnelle en Europe et bien sûr les euromissiles, sans parler de toute l'armada nucléaire US. Mais pour l'instant, Beitz, le patron de choc de Krupp, successeur de Schleyer à la tête de l'équivalent du CNPF, a envoyé un télégramme souhaitant à Schmidt un voyage profitable à Moscou. Et comme pour insister, la RFA annonçait la même semaine un prêt de 1,5 milliards de marks à la Pologne pour "financer sa dette extérieure vis-à-vis de l'Occident" (*Le Monde* du 5 juillet), et la compagnie Mannesmann annonçait la vente de 4.000 kilomètres de pipe-line à l'Union soviétique; en échange, les Russes s'engagent à four-

nir jusqu'à 30% des besoins en gaz naturel de la RFA d'ici vingt ans. Le SPD c'est aussi le parti des *Österreicher* (accords avec l'Est), le parti de la normalisation des rapports avec la RDA. C'est le parti pour lequel la classe ouvrière allemande s'est mobilisée massivement en 1972, lors de la tentative de la démocratie chrétienne de renverser le gouvernement Brandt à cause de sa politique de détente et de normalisation des rapports avec la RDA.

La coalition SPD/FDP en danger

Contre un réactionnaire comme Strauss, le SPD peut donc jouer sur la peur bien naturelle de la classe ouvrière d'une nouvelle guerre déclenchée par le feu de la Maison Blanche à propos de l'Afghanistan. La population allemande n'a pas tort de penser que Berlin est plus important que Kaboul. Mais en polarisant l'électorat contre Strauss, le SPD met en danger la coalition; la victoire électorale du SPD en Rhénanie du Nord/Westphalie a eu pour conséquence que le FDP n'a pas dépassé les 5% des voix nécessaires pour avoir des représentants au parlement régional. Le *Spiegel* (19 mai) rapporte que le soir même des élections, Schmidt aurait téléphoné au dirigeant social-démocrate du gouvernement local pour demander "si l'on ne pouvait pas au moins garder les quatre secrétaires d'Etat FDP".

Le SPD tient dur comme fer à la coalition pour pouvoir imposer sa politique en invoquant la nécessité de ménager ses alliés bourgeois. Cela deviendra d'autant plus important au moment où les effets de la dépression aux Etats-Unis se feront sentir en Europe, nécessitant une politique anti-ouvrière accrue de chômage et d'inflation. Depuis quelques années déjà, l'Allemagne de l'Ouest a vu d'importantes grèves dans l'imprimerie, la sidérurgie et parmi les dockers, à une échelle inconnue depuis 1967. Ainsi que l'a toujours expliqué la TSI sur la fonction des fronts populaires qui oblitèrent temporairement la contradiction des partis ouvriers bourgeois, sans la coalition bourgeoise, la direction du SPD serait donc exposée aux pressions de sa base syndicale et à une aile gauche plus militante. Tous les grands journaux bourgeois ont confirmé cette analyse; ainsi, *Le Monde* écrivait le 10 juin:

"M. Genacher [président du FDP] a donc pu soutenir que la présence des libéraux dans le prochain Bundestag et dans un nouveau gouvernement social-libéral était indispensable pour éviter que le chancelier actuel soit obligé de se plier aux exigences des extrémistes de son propre parti."

Le SPD est le parti traditionnel de la classe ouvrière allemande — et depuis 1945, le seul parti ouvrier de masse en Allemagne de l'Ouest. C'est précisément pour cela que l'attitude d'une organisation qui se veut révolutionnaire face au SPD constitue un test crucial. Car il est essentiel pour la révolution européenne que le puissant prolétariat allemand puisse être arraché à l'emprise profonde de ses dirigeants trahis du SPD et du syndicat DGB. Parti ouvrier bourgeois, le SPD est un obstacle à la prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. Les révolutionnaires ont donc

pour but de scissionner les éléments prolétariens du SPD de ses éléments bourgeois.

Mais si les communistes se placent aux côtés de la classe ouvrière dans la lutte de classe et n'ont pas d'intérêts autres que ceux des travailleurs, il y a une expérience, comme l'a dit Trotzky, que les révolutionnaires ne doivent jamais "partager" avec les masses: celle de la collaboration de classe. Et la coalition SPD/FDP représente précisément cela: un front populaire dans les conditions allemandes.

Comme l'ont écrit nos camarades de la Trotzki-
tische Liga Deutschlands dans un tract distribué en juin au congrès du Gruppe Internationaler Marxisten (GIM), section allemande du Secrétariat Unifié (SU):

"Pour une tactique révolutionnaire vis-à-vis de la social-démocratie — oui! Cela pourrait aller d'un "soutien" électoral critique (comme la corde soutient le pendu), jusqu'à l'entrisme à court terme des communistes dans une social-démocratie polarisée à l'intérieur. Mais dans les élections actuelles, donner une voix au SPD, qui gouverne en coalition avec un parti bourgeois et qui a impulsé une politique ouverte hostile aux ouvriers dans la dernière période, signifierait seulement renforcer des illusions réformistes."

La politique du moindre mal

L'"extrême-gauche" allemande est dominée par des organisations maofistes et ex-maofistes aujourd'hui en pleine crise, scissionnée et s'auto-dissolvant. Quant aux groupes soi-disant "trotskystes", ils ont soit défini la social-démocratie comme un "parti bourgeois qui se base sur la classe ouvrière" (comme le Spartakusbund et l'aile ouvrière du GIM), soit capitulé devant la social-démocratie, comme le SU et la majorité du GIM. Sans parler, bien entendu, des lambertistes allemands enfouis profondément dans le SPD et son groupe de jeunesse, les Jusos.

Le chaos organisationnel et les manœuvres sans principes de la direction du GIM lui ont fait perdre un tiers de ses effectifs en un an et demi (et cela, sans que la scission Lambert-Moreno l'ait affecté de façon significative). Même Mandel a dû constater: "Tout ce qu'on peut faire pour le GIM, c'est de prier." Le triste spectacle qu'a présenté le GIM à propos de ses élections en témoigne.

Alors que, lors du congrès, une courte majorité a voté contre un soutien électoral au SPD, les membres du GIM pouvaient lire dans la presse bourgeoise quelques jours plus tard que la position officielle (exprimée par Mandel lui-même) de leur organisation était... le soutien électoral au SPD!

Etant donné que la nouvelle "majorité" ouvrière refusait d'assumer la majorité du bureau politique, instance dirigeante de l'organisation, le SU pouvait facilement reprendre les choses en main. Un peu de pression par-ci, quelques exclusions par-là et le tour était joué! Une nouvelle majorité ayant la "bonne" ligne s'est dégagée du nouveau congrès tenu les 28 et 29 juin. Entre-temps, les dirigeants du SU et du GIM, comme Mandel ou l'ex-bureaucrate syndical Jakob Moreta, n'ont pas épargné leurs efforts pour faire savoir au plus grand public qu'il fallait voter SPD —

Suite page 6

Salut à Spartakist!

La Trotzki-
tische Liga Deutschlands, section allemande de la tendance spartakiste internationale, vient de changer le nom et d'agrandir le format de son journal. Le nouveau journal succède à *Kommunistische Correspondenz* et témoigne de la croissance et de l'activité de la ILD depuis le regroupement du noyau initial en 1973-74, de ses efforts acharnés pour regrouper des militants subjectivement révolutionnaires d'autres organisations, de ses interventions dans le milieu universitaire ou contre l'oppression des travailleurs immigrés. Comme l'a dit l'éditorial du premier numéro, "Pour quoi lutter Spartakist!".

"Le nom Spartakist est pour nous un devoir de renouer avec les meilleures traditions de la gauche internationale et allemande et de construire le parti bolchévique qui sera seul capable de mener la classe ouvrière à la victoire".

VIENT DE
PARAÎTRE!

Journal de la
Trotzki-
tische
Liga
Deutschlands

prix. 3F



Postfach 1 67 47
6000 Frankfurt / Main 1,
R.F.A.

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEPDIC
LE BOLCHEVIK



LCI: premier et dernier congrès

Tenu les 28 et 29 juin, le premier congrès de la Ligue communiste internationaliste (LCI) est aussi son dernier. Constituée il y a à peine un an par les militants de la Fraction bolchévique (FB) de Moreno et de la Tendance léniniste-trotskiste (TLT) qui ont scissionné de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sur la question du Nicaragua, elle a décidé de fusionner avec l'Organisation communiste internationaliste (OCI) social-démocrate. Fin brutale et pitoyable qui n'est pas pour nous surprendre; dès le début, nous avions averti que l'objectif de la direction de la LCI, alignée sur le programme réformiste de l'OCI, était de passer les menottes lambertistes à son organisation. Quand Lambert, Moreno et la direction Nemo/Ulysse de la LCI rejoignirent sur l'Afghanistan la campagne hysterique de l'impérialisme contre l'URSS (niant explicitement qu'il y ait menaces contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique), la plupart des militants de la LCI n'émergent pas la moindre protestation pour s'être retrouvés du même côté des barricades que Mitterrand et Brzezinski. Néanmoins, dans la période précédant le congrès de fusion, la direction de la LCI s'est sentie obligée de mettre les points sur les i et — une dernière fois — d'expliquer à ses militants ce qui les attend dans l'OCI. Cette tâche désagréable est revenue à quelqu'un de particulièrement apte, Ulysse qui, à peine sorti du congrès de scission de la LCR en automne dernier, se vantait qu'il était déjà dans l'OCI. Sa laborieuse compilation est écrite en réponse aux critiques, bien timides et empiriques, de militants sur l'attitude de l'OCI envers le Parti socialiste (PS). Chargé du châtiment des hérétiques, le bravache Ulysse, qui est décidément plus à l'aise dans les basses insultes et les provocations physiques que dans la polémique politique, indique l'enjeu du débat :

"Que signifie en effet de faire référence au vote des rapports moraux de Bergeron et d'Henry. (...) Que vient faire cette référence à FO et à la FEN? Voulez-vous dire qu'il y a un lien qui expliquerait ces 'dérapages vis-à-vis du PS' (...). Pour ma part, comme tous ceux qui sont d'accord avec la Déclaration finale de la Conférence de São Paulo, l'OCI est une organisation trotskiste".

Ulysse est un bon chien de garde de Lambert (sa hargne anti-spartaciste quasi pathologique en témoigne). Il a flairé le danger et il montre les crocs. A sa façon, il pose le vrai problème : on ne peut pas à la fois caractériser l'OCI de trotskiste et critiquer ses "dérapages" vis-à-vis du PS et de sa politique front-populaire. L'OCI a une ligne cohérente dont l'essence même est l'apologie de la social-démocratie.

De la stalinophobie à la social-démocratie

"C'est cette question [du stalinisme] qui est à la base de toute la discussion", écrit avec raison Ulysse. Effectivement, ce qui a conduit l'OCI à sombrer dans la social-démocratie, c'est sa stalinophobie enragée qui fait de la bureaucratie stalinienne l'ennemi, au même niveau que la bourgeoisie, alors qu'en réalité elle est, avec la bureaucratie social-démocrate, le principal obstacle à la révolution prolétarienne.

"La nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie comme agence de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier et à l'échelle internationale s'exprime avec netteté, à travers la Sainte-Alliance contractée par la bureaucratie stalinienne et qui correspond aux intérêts de celui-ci par la défense acharnée, partout, même si c'est sous des formes diverses, de l'ordre bourgeois, par les partis staliniens".

— "Sur le stalinisme aujourd'hui", Comité d'Organisation pour la reconstruction de La Quatrième Internationale

Il faut avoir atteint un degré avancé de stalinophobie délirante pour imaginer un monde où tout ce qui s'y est passé depuis Yalta fait partie d'un gigantesque et machiavélique complot tramé entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Toute la vision politique de l'OCI repose sur un énorme mensonge, d'ailleurs point commun qu'elle a (en plus de l'usage systématique de la violence physique contre ses opposants) avec les staliniens ; mais à leur différence elle n'a heureusement pas le pouvoir d'Etat ! Contre Trotsky pour lequel la bureaucratie stalinienne avait une nature profondément contrarévolutionnaire (instrument à la fois de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier et de la dictature du prolétariat), Lambert a réduit la bureaucratie du Kremlin à une simple agence bourgeoise ;

ce qui lui permet de soutenir tout ce qui s'y oppose, même si ce sont les pires réactionnaires comme les mollahs afghans.

Les PC sont dépeints dans la démonologie lambertiste comme les plus acharnés défenseurs de l'ordre bourgeois ; par contre, l'OCI nous présente les PS (dont elle est prête à admettre, discrètement — dans quelques pages de *La Hirte* et à usage des militants critiques — qu'ils sont contre-révolutionnaires) comme amenés — objectivement — à exprimer les aspirations des travailleurs et allant plus loin que ne le voudraient leurs directions.

"La place particulière que les partis sociaux-démocrates, partis ouvriers bourgeois parlementaires, occupent dans certains pays peut les amener, un temps, à jouer un rôle particulier comme ce fut



Portugal 1975 : l'OCI cautionne le saccage des locaux du PCP par la droite

le cas au Portugal en 1975, ou comme ce l'est aujourd'hui du Parti socialiste en France."

— *La Hirte* n° 586

Que l'OCI fasse silence sur la politique de collaboration de classe du PS ; qu'elle vote les rapports d'activité du répugnant traître Bergeron ; qu'elle reproduise les propos de l'ancien ministre de l'Intérieur sans autres commentaires qu'approbatifs ; qu'elle vele au secours de Mitterrand attaqué conjointement par Marchais, Rocard, Chevénement (épargné ces temps-ci ; à croire que c'est parce qu'il est en bloc avec Mitterrand contre Rocard !) et les autres ; qu'elle signe des communiqués communs avec le PS qui attaquent le PCF ; etc. ne sont pas des aberrations de sa politique, mais ses conséquences logiques. Ces militants de la LCI qui cette politique rend mal à l'aise (*en privé*) doivent comprendre que ce ne sont effectivement pas des "dérapages". Plusieurs militants de la LCI critiquent ainsi (avec raison) l'analyse de l'OCI de la CFDT comme "agence de la hiérarchie catholique" ; mais il serait faux de n'y voir qu'une stupidité : c'est une défense de l'appareil social-démocrate de FO face à la CFDT concurrente.

Pour justifier la capitulation de l'OCI à la social-démocratie, le malheureux Ulysse reprend le parallèle avec la SFIO des années 30, citant y compris Trotsky comme quoi la SFIO était centriste. Le PS de Mitterrand serait-il donc centriste ? Manquant comme d'habitude de courage, l'émule de Lambert ne va pas jusqu'au bout de son analogie. En vérité, la situation

n'est en rien comparable. Après la victoire de Hitler en Allemagne, la social-démocratie menacée d'anéantissement est obligée de se défendre ; ainsi, en 1934, en Autriche et en Espagne, une aile de la social-démocratie, qui avait collaboré avec la bourgeoisie, va se battre les armes à la main contre la bourgeoisie. En France, l'appareil de la SFIO, qui se laisse, à l'occasion, à parler de dictature du prolétariat et de grève générale, a exclu son aile droite ; mais surtout une importante aile gauche se développe, dirigée par Pivert, regroupant les militants à la recherche de la voie révolutionnaire et qui se déclare, en accord avec les trotskistes, pour les milices armées, le défaitisme révolutionnaire, la grève générale insurrectionnelle, la conquête révolutionnaire du pouvoir, etc. et y compris pour la défense de l'URSS (incontestablement, Pivert — dont on connaît pourtant tout le mal que Trotsky en pensait — était à gauche de Lambert, Moreno et autres Nemo/Ulysse). Mais où est la similitude, même la plus infime, avec le PS de Mitterrand ? Où est donc la gauche du PS ? Où est donc le nouveau Pivert ? L'analogie d'Ulysse n'est qu'une lamentable couverture à sa capitulation.

Son second argument pour justifier son soutien au PS — la politique du PS portugais en 1975 — ne fait que confirmer sa stalinophobie hysterique.

"Pour des raisons qui lui étaient propres, la direction du PC a quitté le gouvernement. Les masses laborieuses se sont alors saisies de cette brèche dans le dispositif contre-révolutionnaire. Elles ont tenté, en se regroupant derrière le PSP, d'allier plus loin dans la voie de la rupture avec le MFA et la bourgeoisie."

La vérité est que le PSP a quitté le gouvernement pour prendre la tête de manifestations qui brûlaient les locaux du PC portugais. S'il y a bien quelqu'un qui s'est "saisi" du PSP, ce n'est certainement pas la classe ouvrière, mais la réaction anti-communiste. Le chemin que prennent Soares, c'est celui de Noske et Scheidemann ! Quand on sait que pour l'OCI "sur les problèmes brûlants de la révolution (...) le PS portugais a engagé un combat qui rejoint les intérêts fondamentaux du prolétariat" (*Informations ouvrières*, 10-18 septembre 1975), on sait désormais ce qu'elle attend de Mitterrand !

Et encore une fois sur le front populaire

En bon disciple de Lambert qui a fait de l'unité des appareils un principe supérieur, Ulysse affirme que "l'unité du prolétariat (...) implique l'unité des organisations par lesquelles la classe ouvrière se constitue en tant que classe". Pour Trotsky, bien au contraire, la condition de l'unité réelle et de la victoire de la classe ouvrière c'est sa rupture avec ses directions trahies et son ralliement au programme du parti révolutionnaire. "Unité PC-PS" n'a pas d'autre sens qu'un appel au front populaire. C'est d'ailleurs ainsi que la direction du PS le comprend, comme en témoigne son message lu le 21 mai à la tribune du meeting de l'OCI/LCI :

"Nous, socialistes, nous n'avons pas changé. Nous voulons toujours assurer la victoire politique de la gauche. (...) Le Parti socialiste suit avec intérêt toutes les initiatives appelant la gauche à se ressaisir et à s'unir. C'est dans cet esprit qu'il a reçu le 1er avril la démission des comités d'initiative et qu'il s'adresse à vous ce soir pour confirmer sa volonté de participer activement à l'union des forces populaires."

— *Informations ouvrières*, n° 950

Mais le petit-fils de Lambert continue malgré tout de répéter que "cette prise de position du Parti socialiste (pour l'"unité") est le produit de l'activité des

Suite page 6

Vous voulez la vérité sur Moreno?

Nahuel Moreno — aventurier politique par excellence, hier dirigeant de la section argentine du Secrétariat unifié, aujourd'hui co-dirigeant du Comité paritaire avec Lambert de l'OCI.

• MORENO TRUTH KIT 41 pages de documents qui révèlent son passé politique

• SPARTACIST édition française n° 12 novembre 1976
Le PST : fier d'être à la traîne du pérönisme

• LE BOLCHEVIK n° 14 décembre 1979
Le visage gauche de Moreno

• LE BOLCHEVIK n° 15 janvier 1980
Lambert - Moreno : le plus pourri des blocs

chaque exemplaire: 3 F

LE BOLCHEVIK B.P. 135 10 75463 PARIS CEDEX 10
Ecole de Comunicació
i Hemeroteca General

UAB
CEDUC

Comment les trahisons stalinienne à se réarmer après



1975 : Les chars du FNL entrent dans Saigon - une victoire retardée de longues années par la politique de détente

Si la guerre du Vietnam a indirectement mené à un affaiblissement de l'alliance des Etats-Unis avec les puissances impérialistes européennes, Washington s'est rattrapé en partie en s'attirant la Chine maoïste stalinienne. Avant même de s'installer à la Maison Blanche en 1969, Richard Nixon et Henry Kissinger avaient tous deux caressé l'idée d'utiliser la Chine contre l'URSS. Au contraire de la plupart des politiciens bourgeois américains, ils avaient, en ce sens, une meilleure idée de la politique mondiale, indifférente aux positions idéologiques formelles. Kissinger aime à se considérer comme un conservateur formé à l'école de *Realpolitik* de Metternich. Nixon est juste un peuve type affamé de pouvoir, sans principes, et qui croit que tout le monde l'est de même.

Selon Kissinger, la nervosité extrême et visible du Kremlin à propos du rapprochement entre les Etats-

"Dans de telles circonstances, la menace chinoise contre beaucoup de nos amis en Asie déclinerait; en même temps en passant des problèmes à l'Union soviétique à cause de son long périmètre asiatique, elle peut aussi amoindrir les pressions sur l'Europe."

- A la Maison Blanche

Kissinger révèle que même avant la visite de Nixon au pays de Mao en février 1972, les Etats-Unis avaient décidé de défendre la Chine contre l'URSS. Pendant la guerre entre l'Inde et le Pakistan, à la fin de 1971, la Maison Blanche croyait que les Chinois risquaient d'intervenir pour sauver leurs alliés pakistanais en mauvaise posture. Les Soviétiques en retour pouvaient attaquer la Chine sur la base de leur traité avec l'Inde d'Indira Ghandi. Kissinger explique les pensées de la Maison Blanche sur ce point :

"Nixon comprit immédiatement que si l'Union soviétique remportait un succès en humiliant la Chine, toute perspective pour un équilibre mondial disparaîtrait. Il décida — et j'étais pleinement d'accord — que si l'Union soviétique menaçait la Chine, nous ne resterions pas les bras croisés."

En ces jours de la guerre du Vietnam, le régime de Mao et plus encore ses partisans étrangers étaient plutôt hésitants à proclamer ouvertement leur nouvelle alliance avec l'imperialisme américain. En portant un toast lors de la visite de Nixon, Chou En-lai parlait simplement "de normaliser les relations d'Etat à Etat sur la base des cinq principes de respect mutuel de souveraineté". Les maoïstes étrangers déclaraient même que Nixon s'était rendu en Chine pour prêter allégeance au Grand Timonier. Wilfred Burchett décrivait dans le *Guardian* (le 16 février 1972), alors dans sa grande période maoïste, le voyage de Nixon à Pékin, comme quelque chose sorti tout droit du "Magicien d'Oz", comme un "hommage rendu par le président de la superpuissance de l'Ouest". Plus tard les maoïstes pro-bandé des quatre ont essayé de faire porter le chapeau, pour cette alliance, au successeur de Mao, Teng Hsiao-ping.

Dans leurs mémoires, Nixon et Kissinger ont eu une version un peu différente de leurs relations avec Mao. Dans ses premiers "pourparlers secrets" avec Mao, le chef de l'imperialisme américain offrit crûment à la Chine un bloc commun contre l'URSS considérée comme le principal ennemi des deux pays :

"La question est, à quel danger la République populaire de Chine doit-elle faire face? Est-ce le danger d'une agression américaine — ou d'une agression soviétique? (...) c'est ce qui nous amène, Chine et Amérique, à nous retrouver ensemble, non en termes de philosophie, ni en termes d'amitié — bien que je croie que ce soit important — mais pour des raisons de sécurité nationale je crois que nos intérêts sont communs."

- Mémoires de Richard Nixon

Selon Kissinger, Mao répliqua : "Pour le moment, la question d'une agression de la part des Etats-Unis ou de la Chine est relativement faible." (Cela, alors que les avions américains déversaient un tapis de

La détente

bombes sur le Vietnam du Nord!). Kissinger conclut logiquement : "En procédant par élimination, l'Union soviétique était clairement le principal problème de sécurité pour Mao".

Nous, trotzkistes, n'étions pas dans le secret de cette réunion. Néanmoins, nous déclarions dans le titre de *Workers Vanguard* de mars 1972 : "Nixon-Mao : la nouvelle alliance". Nous nous doutions bien que le chef de l'imperialisme américain n'était pas allé en Chine juste pour manger du canard laqué et voir la grande muraille. Kissinger donne raison à nos analyses. Il raconte que durant ses nombreuses visites en Chine entre 1972 et 1976, les dirigeants chinois l'ont toujours pressé d'adopter une ligne plus dure contre l'Union soviétique. Il résume ainsi les relations américaines avec la Chine sous Mao : "(...)

j'ai, en plaisantant seulement à moitié, appellé la République populaire un de nos plus forts alliés de l'OTAN."

SALT : une mystification

Le traité de limitation des armes stratégiques de 1972 était certainement aux yeux du Kremlin la pièce maîtresse de la détente. SALT I (qui prévoyait le démantèlement des missiles soviétiques et non des missiles américains) était le résultat du retard pris par les programmes d'armes stratégiques américaines à cause de la guerre du Vietnam. Washington cherchait un accord qui lui permettrait de rattraper le retard après le Vietnam tout en arrêtant l'élan des Soviétiques. Par exemple, pendant la guerre, la marine américaine arrêta la construction des sous-marins Polaris, mais le modèle supérieur, le nouveau sous-marin Trident ne devait devenir opérationnel qu'en 1978. Washington exigea (et Moscou accepta) que les missiles lancés à partir de sous-marins soient inclus parmi les armes offensives dont la production devait être bloquée pour cinq ans, juste le temps nécessaire au Trident pour être lancé.

Pour les Etats-Unis, SALT était plutôt comme un cessez-le-feu négocié par une armée assiégée pour gagner du temps, pour faire monter au front de nouvelles troupes. Voilà comment Kissinger, dans l'interview accordée à *L'Économie* le 3 février 1979, décrivait le traité de "limitation des armements" de 1972 :

"Notre stratégie était d'accepter un blocage de 5 ans — l'intervalle que nous jugeions suffisant pour nous permettre de rattraper le retard en développant les missiles de croisière, un nouveau sous-marin (Trident), un nouvel ICBM (MX) et le bombardier B-1 (...). Nous gellons une situation de disparité dont nous avions hérité pour gagner du temps pour renverser la situation. Et nous l'avons fait. Nous n'avons arrêté aucun programme, nous en avons accéléré plusieurs (...). S'il n'y avait pas eu d'accord, nous ne pourrions faire plus, et nous aurions été dans une situation pire parce que *Les Soviétiques étaient en position d'en ajouter immédiatement un certain nombre et nous non*," souligne par nous

Contrairement à ce que dit la propagande populaire, SALT I n'a pas gelé le nombre de missiles balistiques intercontinentaux au niveau existant alors; c'était plutôt un changement de forme. Il y avait une nouvelle arme stratégique pour laquelle les Etats-Unis avaient une avance certaine, les missiles à têtes multiples indépendantes (MIRV). Appelée "ogive nucléaire", cette arme est en quelque sorte un petit missile guidé qui parcourt la plus grande partie du chemin vers le territoire ennemi sur un missile plus grand avant de s'en séparer. Un Minuteman III avec ses trois MIRV sont en fait trois missiles séparés capables d'atteindre des objectifs très distants.

Les Etats-Unis testèrent le MIRV pour la première fois en 1968 et le mirent en service en 1970. Au moins

Unnes ont aidé les impérialistes vers le Vietnam

, c'était ça

ment de l'accord SALT de 1972, les Soviétiques n'avaient même pas encore testé cette arme (ils le firent l'année suivante). Moscou proposa naturellement de geler le déploiement des MIRV et Washington refusa. Nixon adopta une ligne dure : pas de MIRV, pas de SALT. Et dans les huit années après SALT, les Etats-Unis ont ajouté trois ogives nucléaires MIRV à leur arsenal nucléaire *chaque jour*.

Pourquoi les Soviétiques accepteraient-ils un traité d'armement si avantageux pour les Etats-Unis ? Pourquoi n'ont-ils pas poussé de l'avant le programme d'armes stratégiques alors que le Pentagone était encore sous le fardeau (politique autant que financier) du Vietnam ? La politique stalinienne soviétique de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme a depuis longtemps pour but principal de mettre un terme ou au moins de ralentir la course aux armements. Au début des années 70, le taux de croissance de l'URSS et le niveau de vie représentaient seulement 40% de ceux des Etats-Unis. Ainsi, s'efforcer de suivre le rythme de développement de l'arsenal de son riche et implacable ennemi capitaliste et impérialiste constituait une lourde charge pour l'économie soviétique et un sacrifice pour le peuple soviétique. Dans les années 50, Nelson Rockefeller (le mentor politique de Kissinger) préconisait la course aux armements comme le moyen le plus sûr d'affaiblir l'URSS. Réciproquement, la bureaucratie du Kremlin a couru après la chimère de la limitation des armements avec les impérialistes pour libérer ses maigres ressources pour d'autres usages.

Au-delà et par-dessus ce désir plus ou moins constant de mettre fin à la course aux armements, il y a probablement des raisons spécifiques pour lesquelles le Kremlin a fait les concessions extraordinaires qui ont conduit à SALT I. Il pensait qu'après le Vietnam, le Pentagone allait énormément accélérer la construction d'armes stratégiques. Peut-être croyait-il que SALT freinerait le processus. Ou peut-être croyait-il à moitié en sa propre propagande, marchande d'illusions, à savoir que SALT combiné avec toute la rhétorique sur la détente amènerait les éléments "épris de paix" en Amérique à contenir les militaristes et les bellicistes du Pentagone. Tu parles ! En plus, en 1972, la direction soviétique était obsédée par l'écllosion de l'axe Washington-Pékin. Peut-être pensait-elle qu'en proposant à Nixon un accord avantageux sur les armements, ce dernier serait moins intéressé par une alliance avec la Chine belliciste.

Quelles que soient les motivations et les illusions de Brejnev et Cie sur SALT, cela n'a rien fait pour arrêter la construction d'armes dirigées vers l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Le Pentagone continua de développer les armes non comprises dans les accords SALT (MIRV, missiles de croisière), et en a développé de nouvelles (le missile MX, le sous-marin Trident). Finalement, les Russes durent répondre avec leur propre construction d'armes ou prendre le risque d'être attaqués les premiers par un raid nucléaire. Et maintenant Carter a engagé le programme d'armes nucléaires le plus massif et le plus accéléré de l'histoire des Etats-Unis.

Avec SALT I, la bureaucratie soviétique a laissé passer une opportunité exceptionnellement favorable de faire pencher l'équilibre des forces contre l'impérialisme américain. Si les Soviétiques avaient poussé en avant leur programme d'armement dans le milieu des années 70, ils auraient pu aboutir à un avantage stratégique. Et étant donné le climat anti-militariste aux Etats-Unis au début des années 70, une augmentation rapide du budget aurait rencontré une grande résistance. Si à ce moment Nixon avait essayé quelque chose du genre du programme d'armement



nucléaire actuel de Carter, il aurait poussé le pays encore plus loin sur la voie d'une explosion politique.

1972 : Nixon donne le ton à Brejnev

Le premier volume des mémoires de Kissinger finit en janvier 73 sur une note triomphante. C'était l'année de la visite de Nixon à Pékin en février, du sommet de Moscou, de SALT I quelques mois plus tard, et finalement des accords de "paix" de Paris sur le Vietnam. C'était l'année de la détente. Comme nous l'avons vu, l'administration Nixon fit dépendre la détente de la coopération des Soviétiques pour arranger un "bon compromis" sur le Vietnam. C'est à cette stratégie qu'ils aboutirent au moment de l'offensive de printemps au Vietnam du Nord, en 1972.

Alors que les avions américains bombardent Hanoï et que la marine minait le port d'Hai Phong, Kissinger partait pour Moscou pour des pourparlers secrets avec Brejnev. Il menaçait d'annuler le sommet de Moscou qui était sur le point de commencer, de torpiller SALT, de s'opposer à la ratification des traités de l'OTAN et des Allemands de l'Ouest — brief de mettre la détente au rancart — à moins que les Russes ne fassent pression sur les Vietnamiens pour qu'ils se montrent plus "réservés". En fait il proposait un cessez-le-feu sur place, qui devint la base du traité de "paix" de Paris, 9 mois plus tard. Un haut fonctionnaire du Kremlin fut envoyé immédiatement à Hanoï pour apporter le message de Washington. Et comme Kissinger le souligne : "Les nations ne transmettent pas en général leurs offres avec le rejet desquelles leur nom risque d'être associé".

Le Vietnam du Nord, cependant, sur le moment rejeta l'offre. Mais la bureaucratie est particulièrement obstinée, y compris pour trahir ses alliés. Puisque les Russes fournissaient presque toutes les armes modernes aux Nord-Vietnamiens, ils n'étaient pas limités aux pressions purement morales. Brejnev et Cie ne cessaient d'assurer l'administration Nixon qu'ils n'étaient pas en train d'intensifier les envois d'armes pour Hanoï. Et peu après le sommet de Moscou le président soviétique Nicolai Podgorny se rendit à Hanoï pour expliquer à ses camarades vietnamiens les voies de la détente. Cette fois, les "bons offices" du Kremlin eurent l'effet désiré.

Lorsque Le Duc Tho, du Vietnam du Nord, retourna à la table des négociations le mois suivant, il avait changé de ton; Hanoï laissait tomber sa demande pour un retrait inconditionnel des Etats-Unis et accepta à la place un cessez-le-feu indéfini, comme condition pour le retrait des Américains. Puis il laissait tomber sa demande d'élimination de Thieu, marionnette des Etats-Unis et à la place proposait un gouvernement de coalition avec lui ! Un peu plus tard même cela fut mis au rancart parce que trop radical et Thieu resta au pouvoir deux ans et demi de plus.

Comme nous l'écrivions alors, ce compromis avec l'impérialisme américain que les staliens de Hanoï (et de Moscou) acceptèrent était basé sur "la stratégie fondamentale de la trahison" ("La guerre civile continue", *IV n° 16*, février 1973).

A ce moment-là, les dirigeants américains rencontraient un obstacle auquel ils ne s'attendaient pas — mais auquel ils auraient dû s'attendre — en la personne de leur propre marionnette à Saigon. En conséquence, à la suite de l'écroulement honteux du régime de Saigon en 1975, le "Grand Frère" criminel de guerre impérialiste et son laïus corrompu, Thieu (qui s'arrangea pour fuir à la dernière minute avec plusieurs tonnes d'or déterrées des jardins du palais présidentiel) s'envoyèrent des reproches plutôt comiques. Dans son journal, en 1972, Nixon écrivait :

"(...) notre destin était vraiment entre les mains des Sud-Vietnamiens (...).

"Nous leur donnions les armes les plus modernes, nous mettions l'accent sur le matériel et non sur le spirituel ni la vie spartiate, et c'est peut-être cela qui les ramollit au lieu de les endurcir pour la bataille.

"D'un autre côté, l'ennemi met l'accent sur la vie sportive, non sur le matériel, il met l'accent sur le sacrifice et naturellement avec l'énorme aide technique soviétique de missiles, canons, etc., il a un avantage plutôt important."

Mais aussi grotesque que soit l'ode de Nixon au spirituel et à la vie spartiate, elle fut récemment égalee par Thieu qui commentait : "Sans la présence américaine nous aurions certainement pu battre les communistes" (*New York Times*, 7 octobre 1979). Ouais, en tout cas, ils étaient certainement faits l'un pour l'autre.

Thieu et sa clique ne voulaient ni de cessez-le-feu, ni de règlement. Ils voulaient seulement l'armée américaine. Alors que l'administration Nixon aurait certainement voulu sauter Thieu s'il s'obstinaît, elle décida de faire un compromis. Pendant les derniers mois de 1972, Kissinger essaya de faire pression sur le Vietnam du Nord pour qu'il accepte des conditions pires que celles qu'il avait déjà acceptées. Là encore, il reçut une petite aide de ses amis soviétiques : "Dobrynine ajouta, en privé, que Moscou était en contact avec Hanoï et il recommanda de faire traîner les pourparlers pour donner le temps au Kremlin de faire sentir son influence". Mais Nixon/Kissinger décidèrent que l'influence du Kremlin ne suffisait pas ou n'allait pas assez vite. Il fallut le terrible bombardement massif de Noël 1972 pour obtenir que les Nord-Vietnamiens signent cette "paix" de brigands impérialiste.

Vu de 1980, "l'accord sur la fin des combats et le rétablissement de la paix au Vietnam" signé à Paris en janvier 1973 peut sembler un épisode peu important, pour sauver la face, sur le chemin d'une dé-

Suite page 7

LCI...

Suite de la page 3

travailleurs et jeunes à l'initiative de l'OCI et de la LCI. Elle vient renforcer encore notre combat d'unité". Quel cynisme !

Si, comme chacun peut le constater, le PS entend par "unité" union de la gauche et si, comme le répète Ulysse, la prise de position du PS exprime le combat de l'OCI/LCI, c'est donc évidemment que le combat de l'OCI/LCI est pour le front populaire. Pour paraphraser Trotsky, Ulysse s'accroche à Lambert, qui s'accroche à Bergeron et Mitterrand, lesquels s'accrochent à la bourgeoisie.

La division du PC et du PS nuit réellement aux intérêts ouvriers, pas au Parlement sur lequel l'OCI a les yeux définitivement fixés, mais dans les syndicats et les luttes. Tout militant de la LCI travaillant par exemple à la SNCF sait que, l'hiver dernier, ce qui a manqué aux luttes de la SNCF c'est une solide grève unifiée. Les divisions entre les syndicats signifient que les membres d'un syndicat cassent régulièrement les grèves des autres syndicats sur le même lieu de travail, brisant de ce fait la solidarité élémentaire contre l'ennemi de classe. Mais sur ce point, où la question de l'unité est réellement posée — l'unité contre les patrons —, l'OCI est sinistrement réputée pour ses brisages de grèves.

Tous les militants de la LCI (et même de l'OCI) qui veulent rompre avec la social-démocratie doivent rompre avec la conception lambertiste du front unique stratégique (qu'ils partagent toujours pour l'essentiel), couverture théorique à sa capitulation devant la social-démocratie. Les militants qui ont rejoint la LCI parce qu'ils ne voulaient pas devenir les agents des petits-bourgeois du FSLN et qui ne veulent pas devenir non plus les agents du PS doivent comprendre qu'il n'y a aucun raccourci au combat opiniâtre pour construire la parti révolutionnaire sur le programme trotskiste, seule alternative à la collaboration de classe. Le combat inlassable de Lénine et Trotsky a été, non de prêcher l'unité des réformistes, mais de rassembler sur la base du programme communiste les révolutionnaires authentiques. C'est vers le programme de la tendance spartaciste internationale, qui seule poursuit ce combat, que doivent se tourner les militants qui veulent toujours lutter pour construire le parti révolutionnaire. ■

Giscard...

Suite de la page 1

Il est vrai que les plans de défense de l'UDF prévoient une collaboration plus étroite avec les forces de l'OTAN, engageant ainsi la France en cas de conflit en Europe centrale. Mais en février dernier, Giscard a rappelé à ses opposants que personne n'avait jamais rejeté l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord qui engage la France, en tant que signataire, à prêter assistance aux autres pays occidentaux.

La différence entre Giscard et ses opposants du RPR n'est en tout cas pas énorme. Tous veulent une augmentation des dépenses militaires qui serait de l'ordre de 4% du produit national brut. Tous veulent que le nombre de sous-marins nucléaires soit doublé d'ici l'an 2000. Giscard n'est pas en train de mettre au rencart la force de frappe. Il veut au contraire une nouvelle série de missiles améliorés (les SX, les MS) ayant une mobilité accrue, ainsi que l'adoption du Mirage 4.000.

La capacité nucléaire française est en fait un moyen de marchandise dans le contexte de son alliance anti-soviétique avec les Etats-Unis. La bourgeoisie ne veut pas que les Etats-Unis lui disent quand appuyer sur le bouton. Mais elle n'est pas assez folle pour penser qu'elle puisse se tenir à l'écart d'une importante guerre européenne. La force de frappe est analogue à ces divisions françaises qui se rendirent en Allemagne en 1944-45 : bien que non significatives militairement, elles y allèrent quand même pour

garantir à la France le droit de participer aux discussions des grandes puissances après la guerre.

Plus gaulliste que de Gaulle

Le PCF se présente comme le valeureux champion, pur et dur, de la théorie gaulliste originelle de la dissuasion. Dans le temps, le PCF se contentait d'appeler sur le papier pour la liquidation de l'arsenal nucléaire français. Mais en 1973, Paul Laurent déclarait que le "parti", tout en étant contre les Mirage IV et les missiles du plateau d'Albion, était pour les sous-marins. En mai 1977, les staliniens allèrent jusqu'au bout : Jean Kanapa déclarait : "Actuellement, la force de frappe représente le seul moyen de dissuasion réel dont disposer pour un temps le pays pour faire face à une menace d'agression" (*L'Humanité*, 12 mai 1977). Mais six sous-marins seulement, pas plus !

Le PCF réclame bien sûr une bombe "démocratique" pour une armée bourgeoise "démocratique" et une décision "démocratique" pour appuyer sur le bouton. Espérer un débat parlementaire sur une telle décision est réellement la forme la plus absurde et sinistre de l'utopisme réformiste. De plus, le PCF demande l'abandon de la "stratégie anti-cités" au profit d'une "stratégie anti-force". Le massacre de masse de la population civile russe est le cœur de la stratégie gaulliste qui repose sur les forces limitées de la France. La seule manière pour qu'une stratégie anti-force puisse marcher (et c'est ce que les pacifistes — et la LCR — ne comprennent pas avec tous leurs bâtiments sur le "sur-armement inutile") est d'avoir une énorme quantité de missiles qui peuvent précisément prendre pour cibles ceux de l'ennemi. Si les camarades du PCF reculent devant la possibilité d'un anéantissement des villes soviétiques, ils doivent réaliser quelles sont les implications de la seule autre alternative possible au sein de leur schéma social-patriotique : plus de missiles, plus de bombes, plus de sous-marins.

La décision de soutenir la force de frappe a provoqué un certain désarroi dans les rangs du PCF. Les militants qui ont ramassé des signatures pour le désarmement pendant tant d'années n'ont pas compris. Une manière de les apaiser a été de leur "expliquer" que conserver les missiles protégerait une France socialiste d'une intervention impérialiste.

Soutenir la force de frappe c'est soutenir l'armement nucléaire contrôlé complètement par le corps des officiers réactionnaires. Dans un sens, en soutenant la politique étrangère de de Gaulle, le PCF avait toujours soutenu ses missiles. Mais il a choisi de rendre cela explicite en 1977 afin de souligner le caractère bourgeois du front populaire. L'union de la gauche signifiait, comme tous les fronts populaires, "Bas les pattes devant l'armée bourgeoise !". Pour le PCF, la leçon de la défaite sanglante du Chili n'était pas la nécessité de faire rompre les rangs prolétariens de l'armée d'avec la hiérarchie militaire bourgeoisie, mais de redoubler ses efforts pour rassurer l'Etat-major.

LCR: social-pacifisme en vogue

Krivine et Mandel pensent que la détente se porte bien et que le Kremlin est l'allié de Washington dans la recherche d'une stabilisation contre-révolutionnaire mondiale et qu'il n'y a aucune menace impérialiste contre l'URSS. Mais les pacifistes ne sont pas réellement en train de faire une mauvaise imitation de la ligne de l'OCI : "rien n'a changé depuis Yalta et Potsdam". C'est plutôt le résultat de la pression des éléments de la nouvelle gauche anti-soviétique qu'ils ont recrutés depuis plus de dix ans, qui leur fait appeler les Etats ouvriers à renoncer à leur défense nucléaire :

"L'arsenal nucléaire de l'URSS et de la Chine a été conçu dans des conditions précises ('guerre froide' pour l'un, conflit sino-soviétique et guerre du Vietnam pour l'autre) qui ont aujourd'hui complètement changé. A cette époque le mouvement trotskiste a défendu à juste titre le droit pour ces Etats menacés par l'impérialisme, de disposer d'un tel arsenal. Mais, de système d'autodéfense, ces canons sont devenues armes politiques pour négocier la 'coexistence pacifique' et le statu quo international sur le dos des peuples du monde." — Soldat/travailleur, septembre-octobre 1977

Cette position devrait logiquement les conduire à s'opposer non seulement à l'armement nucléaire, mais à tout armement pour l'Union soviétique. Le problème est-il l'armement soviétique ou la direction politique qui le contrôle ? S'opposer à l'armement d'une formation ouvrière même bureaucratisée et ayant à sa tête une direction pourrie serait correctement interprété par les travailleurs comme étant incompatible avec les principes révolutionnaires et comme une politique neutraliste honteuse vis-à-vis de la défense prolétarienne contre l'ennemi de classe.

La tendance spartaciste internationale a été la seule à se battre pour le principe trotskiste de la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers, partie intégrante de notre lutte pour la révolution socialiste à l'Ouest : c'est le seul moyen de désarmer la bourgeoisie. Mais nous appelons en même temps à la révolution politique pour renverser la bureaucratie stalinienne, précisément parce que ses sabotages des révolutions à travers le monde et ses com-

promis avec les impérialistes mettent les Etats ouvriers en danger mortel. La révolution prolétarienne mondiale est la seule réelle alternative aux menaces impérialistes d'un holocauste nucléaire.

— Pas un sou, pas un homme pour l'armée impérialiste française et la force de frappe française ! Combattre toutes les interventions impérialistes par des actions ouvrières ! Troupes françaises hors d'Afrique, d'Océanie et des Antilles ! Hors de RFA !

— A bas l'OTAN anti-soviétique ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

— Défense des acquis de la Révolution d'Octobre — défense inconditionnelle de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine, de Cuba, du Vietnam ! Pour la révolution politique contre les bureaucraties staliniennes !

— Pour un parti trotskyste en France pour lutter pour un gouvernement ouvrier ! Pour la renaissance de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Allemagne...

Suite de la page 2

soit pour empêcher la montée de Strauss, soit pour empêcher de "créer des illusions" dans un SPD rejeté dans l'opposition, soit pour une quelconque autre raison ; l'important étant de voter pour le parti de Scheidemann et Noske.

C'est ainsi que la moitié pro-SU du GIM participe aux comités "Stopper Strauss" qui servent de paramètres pour récupérer des voix de "gauche" au compte du SPD. Dans une importante manifestation anti-Strauss à Berlin, tandis que la moitié anti-SPD du groupe berlinois du GIM (l'un des plus importants du GIM) défilait sans bannières ni slogans, l'autre moitié distribuait un tract qui "expliquait" que "la social-démocratie, à cause de la base sociale de son électorat et de ses liens avec les syndicats, n'est pas en mesure de mener des attaques de front contre les ouvriers". On pourrait peut-être appeler Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pour témoigner ?

Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne

L'ISA réformiste, filiale des lambertistes, appelle à un gouvernement du seul SPD et pour la réunification "inconditionnelle" de l'Allemagne et l'extension du SPD et du DGB en Allemagne de l'Est. Or, dans cette nation divisée en deux Etats — l'un capitaliste, l'autre un Etat ouvrier déformé —, dans ce pays où la question russe est posée dans la vie quotidienne à travers des milliers de lieux historiques, personnels et familiaux, cet appel revient à demander en fait la réunification de l'Allemagne sous la houlette de la social-démocratie, la réunification capitaliste de l'Allemagne.

La stalinophobie de l'ISA n'a pas de bornes. Depuis quelques années, la RFA a connu une croissance spectaculaire des groupuscules néo-nazis, souvent sous couvert du parti d'extrême-droite, le NPD. Mais dans un tract émis à Francfort le 17 juin, l'ISA a carrément mis la nature de ce groupe : "Le NPD n'est ni une force politique ni une menace pour les organisations ouvrières" (souligné dans l'original). Et pourquoi ? Parce que les staliniens exagèrent l'importance à des fins front-pacifistes ! Et le tract voit dans toute mobilisation contre le NPD une "manœuvre" des staliniens ! L'aveuglement stalinophobe et anti-communiste ne peut aller plus loin !

La puissance économique de l'Allemagne de l'Ouest et de la RDA est telle, qu'une réunification révolutionnaire marquera la fin de la division de l'Europe d'après-guerre et la fin de la polarisation entre le stalinisme russe et l'impérialisme américain. Une révolution prolétarienne en Allemagne de l'Ouest serait l'étincelle de la révolution politique en RDA et pourrait bien déboucher également sur la révolution politique en URSS ainsi que sur le renversement du capitalisme dans le reste de l'Europe de l'Ouest. Bien plus qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Italie par exemple, la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Ouest a le pouvoir de déterminer le futur de la planète. La réunification révolutionnaire de l'Allemagne voilà la perspective pour le prolétariat allemand et l'alternative aux aspirations pacifistes en la détente qui sont aujourd'hui largement répandues dans la population allemande.

Vers la construction du parti trotskyste allemand, section de la Quatrième Internationale reforée ! ■

LIQUE TROTSKYSTE DE FRANCE

Pour prendre contact :

Paris

Le Bolchévik
B. P. 135 10
75463 Paris Cedex 10
Téléphone : 208 01 49

Rouen

Michel Langbour
56 rue du maréchal Gallieni
76500 Elbeuf
Téléphone : (035) 77 08 11
i Hemeroteca General

CEDOC

LE BOLCHEVIK



Prix: 5 F

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

Pour toute commande :
Le Bolchévik B.P. 135 10 75463 Paris Cedex 10

Détente...

Suite de la page 6

faite américaine définitive. Après tout, on peut dire que les communistes ont conquis le Sud-Vietnam en 1975, donc qu'il importe ce qui s'est passé en 1972-1973. Pour les ennemis de l'impérialisme américain, les dizaines de milliers d'Indochinois qui sont morts à cause de cette prolongation inutile de la guerre, c'est important. Mais Kissinger croit aussi que ça comptait et, au moins en termes de politique américaine, il a raison.

L'administration Nixon avait tiré un trait sur le Vietnam du Sud en 1971, peut-être même avant. Mais elle croyait encore qu'il était très important de savoir comment les Etats-Unis se désengageraient. Elle était décidée à ce que l'armée américaine ne soit pas battue par les forces communistes, et à ne pas capituler devant l'agitation anti-guerre par un retrait incontrôlé. Comme Kissinger le note :

"Une fin honnête au vietnam laisserait de profondes cicatrices dans notre société, en attisant les tendances aux récriminations et en approfondissant la crise d'autorité. Je continuais à croire que nous devions quitter le Vietnam sur un acte de politique gouvernementale et avec dignité et non comme un réponse aux pressions et par un effondrement de la volonté."

Si le Vietnam du Nord et le Vietcong avaient lutté pour la victoire en 1972-73, Nixon aurait continué la guerre même au risque d'une explosion intérieure.

Et il y aurait eu une explosion ! Jamais une opposition populaire au militarisme anti-communiste n'a été dans la partie aussi grande qu'à l'été des années 1970. L'agitation anti-guerre en 1970 commençait à s'étendre en dehors des campus vers les autres secteurs de la société américaine. Un certain nombre de syndicats importants, spécialement ceux qui comptaient un grand nombre de Noirs, s'opposaient à la guerre. Si Nixon avait continué la guerre du Vietnam une année de plus, les protestations des campus auraient été rejoindes par des grèves ouvrières politiques contre la guerre, un développement sans précédent dans l'histoire américaine. La "crise existante de l'autorité" que Kissinger craignait tant aurait eu alors des implications révolutionnaires.

Mais les compromis entre les impérialistes et les staliniens de janvier 1973 furent une victoire politique pour Nixon. Kissinger décrit la réaction américaine au traité à ce moment et c'est assez précis : "Les colombes pouvaient se réjouir de la fin de la guerre. Les faucons pouvaient être fiers que l'Amérique préserve sa dignité". Il sembla à beaucoup de monde que Nixon/Kissinger avaient conclu la paix à leurs propres conditions, c'est-à-dire que le régime fantoche de Saigon reste en place.

Naturellement il n'était pas besoin d'être très perspicace pour voir que le gouvernement faible, impopulaire et corrompu de la clique de Thieu tomberait à un moment donné. Mais le moment est souvent un facteur décisif en politique. Ces deux années et demi avant la chute de Saigon — "l'intervalle décent" — étaient extrêmement importantes pour l'impérialisme américain chez lui. Ces années démarrent une crise politique grave et croissante et démoralisèrent une génération de radicaux anti-guerre.

Mais la détente fit plus que permettre à l'impérialisme américain de se retirer du Vietnam à moindres frais. Avec la bénédiction de Brejnev (et de Mao), les bouchers impérialistes Nixon et Kissinger ont pu se présenter comme les architectes d'une paix mondiale stable. Souvenez-vous, aussi incroyable que cela puisse paraître, Kissinger reçut en 1973 le prix Nobel de la paix (avec Le Duc Tho qui le refusa).

Il y a un vieux dicton qui dit : la guerre est mère de révolution. La guerre coloniale du Vietnam, longue, sale et perdue d'avance, créa un potentiel pour un mouvement défaitiste révolutionnaire de masse au cœur même du capitalisme mondial. Aucun homme n'a plus fait pour briser ce potentiel révolutionnaire que Brejnev. Pour briser la détente contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, il faut une révolution politique prolétarienne pour renverser la bureaucratie stalinienne des Etats ouvriers déformés ainsi qu'une révolution socialiste dans les centres impérialistes. Seuls les trotskystes qui mettent en garde depuis le début contre les illusions trahies dans la "coexistence pacifique" peuvent conduire cette lutte révolutionnaire mondiale.

Traduit de Workers Vanguard n°254

Fedayin...

Suite de la page 8

s'ils se trouvaient confrontés à un mouvement pleinement indépendant, quitteraient l'opposition et se rangereraient du côté de la monarchie.

Aujourd'hui, les fedayin n'ont toujours pas abandonné cette méthodologie. Ils "prouvent" avec leur phraseologie pseudo-marxiste que le clergé qui n'est pas une classe indépendante doit obligatoirement être le porte-parole d'une autre classe. Et donc, ces mollahs qui sont opposés au chah doivent pour une raison ou pour une autre obligatoirement "parler pour" la "petite-bourgeoisie" et peu importe si ce sont les richissimes marchands et usuriers du bazaar qui constituent la base essentielle de la caste des mollahs, et si ceux-ci trouvent leurs nerfs les plus dévoués et les plus fanatiques dans le lumpenprolétariat. Pour les fedayin le seul critère qui permet de décider qui est "progressiste" et qui ne l'est pas est de savoir s'ils étaient pour ou contre le renversement du chah. C'est ainsi qu'ils considèrent toujours que des soi-disant "libéraux" comme Bazzargan ou Chariatmadari sont d'une certaine manière pires que Khomeiny parce qu'ils étaient prêts à accepter une monarchie constitutionnelle. Après un an et demi, les fedayin refusent encore d'admettre que Khomeiny ne s'oppose à l'impérialisme que dans la mesure où celui-ci va à l'encontre du Coran, c'est-à-dire autant que les généraux pakistanais ou les émirs du pétrole d'Arabie saoudite !

Révolution prolétarienne ou pouvoir populaire?

La société iranienne est beaucoup plus évoluée que la société tribale d'Arabie saoudite. Précisément pour cette raison, la théocratie cléricale de Khomeiny devra surmonter d'énormes obstacles avant de pouvoir consolider son pouvoir d'Etat. Si elle y parvient, ce sera pour les masses iraniennes une catastrophe aussi grande que la "révolution blanche" car elle doit pour cela détruire la gauche iranienne et atomiser totalement le puissant prolétariat iranien.

Les fedayin ont décidé qu'écraser le "capitalisme dépendant" était le seul moyen de couper les liens de l'Iran avec l'impérialisme. Mais ils ont refusé à la classe ouvrière le rôle actif dans l'accomplissement de cette tâche... et l'ont confié aux mollahs. Malgré leur "tourment ouvrier" en 1974 et leur base dans la classe ouvrière aujourd'hui, les fedayin ont toujours cherché à dissoudre politiquement le prolétariat dans une catégorie sans contenu de classe(c'est-à-dire, en dernière analyse, au contenu bourgeois) : le "peuple".

Les débats sur la disparition ou non de la "bourgeoisie nationale" ne sont qu'un écran de fumée qui cache des appétits plus fondamentaux de collaboration de classe ainsi que le montre la recherche d'un "clergé progressiste" et leur soutien à Khomeiny, et si les fedayin ont abandonné leur guérillisme pour construire un "parti ouvrier" ce n'est que pour créer une imitation de seconde zone du parti Tudeh. Ainsi, ils ont refusé d'adhérer à la campagne impérialiste contre l'intervention soviétique en Afghanistan ; mais cette prise de position entre dans le cadre de leur capitulation devant le parti Tudeh et c'est en pleine contradiction avec leur soutien à peine caché aux mollahs réactionnaires en Iran. Apparemment, il y a une nouvelle minorité dans les fedayin qui se bat sur la question de l'analyse que les fedayin font du parti Tudeh, la nature des critiques n'étant pas encore claire. De telles divisions et scissions ont été endémiques dans la gauche iranienne depuis la chute du chah et elles vont continuer. Les milliers de militants qui se sont battus pour le renversement du chah ne l'ont pas fait pour continuer à être opprimés par un régime tout aussi réactionnaire. Faut-il d'un parti trotskyste qui tracerai la voie pour la révolution prolétarienne et regroupera les militants autour de lui, les scissions vont se poursuivre en démoralisant les militants.

Quant au groupe GFP, il n'est pas une alternative, bien qu'il soit probablement plus combatif; et au moins, il critique la capitulation des fedayin devant Khomeiny. Il se réclame toujours des documents de fondation des fedayin qui déclarent explicitement que la lutte des classes est subordonnée à la lutte du "peuple" contre l'impérialisme.

Ceux qui cherchent la voie vers le marxisme doivent tenir compte des leçons de la révolution bolchevique d'Octobre 1917 : il n'y a pas d'étape démocratique distincte, pas de rôle pour la petite bourgeoisie sauf aux côtés du prolétariat. Les partis petits-bourgeois qui sont basés sur la paysannerie deviennent, tout comme les socialistes-revolutionnaires russes de 1917, des courroies de transmission soit

pour la domination de la bourgeoisie, soit pour celle du prolétariat. Le mouvement ouvrier a appris une fois pour toutes en 1917 que seule la direction du prolétariat peut garantir la mise en œuvre des tâches démocratiques.

Durant tout le XXe siècle, des forces petites-bourgeoises ont à plusieurs reprises pris le pouvoir dans le monde colonial. Elles n'ont jamais trouvé de troisième voie. Soit elles sont restées dans le cadre du marché capitaliste mondial et ont donné à la masse traditionnelle un vernis "socialiste" (comme en Algérie), soit elles ont détruit l'Etat capitaliste, exproprié la bourgeoisie et établi des formes de propriété qualitativement similaires à celles de l'Etat ouvrier dégénéré russe, c'est-à-dire, créé un Etat ouvrier déformé (Chine, Cuba, Vietnam). Il n'y a jamais eu d'étape démocratique" en Chine et au Vietnam. Le prolétariat iranien est le plus puissant de toute la région, et il a déjà donné des preuves de sa force sociale : en 1946, en 1952-53 et aujourd'hui. Ce n'est pas une rhétorique populiste qui servira les intérêts des paysans et des nationalités opprimées mais seulement l'organisation du prolétariat, dirigé par un parti d'avant-garde. Un tel parti ouvrier révolutionnaire ne peut cependant être le tribun du peuple qu'à condition de se maintenir dans une indépendance rigoureuse par rapport à toutes forces bourgeoises et petites-bourgeoises.

Un tel parti léniniste ne peut avoir d'autre but que la prise du pouvoir d'Etat. Il doit avancer un programme de transition capable de regrouper autour de lui les masses et de leur enseigner que seule la dictature du prolétariat peut mettre fin à leur misère et à leur oppression. Voilà la tâche à laquelle doivent s'atteler les Iraniens qui veulent être des révolutionnaires — ils doivent rompre avec le populisme de gauche des fedayin et lutter pour une perspective trotskiste prolétarienne.

- Droit à l'autodétermination pour les Azerbaïdjanais, les Kurdes, et toutes les autres nationalités opprimées en Iran ! Pleins droits linguistiques et culturels pour toutes les nationalités ! Soutien militaire aux luttes des nationalités opprimées contre l'oppression grand-persane !

- La terre à ceux qui la travaillent ! Expropriation des grands domaines, y compris ceux du clergé ! Libérez la paysannerie de l'état des usuriers : crédit bon marché pour les petits paysans !

- Pleins droits démocratiques pour les femmes ! A bas le voile ! Abolition de toutes les lois contre l'avortement ! Accès à l'éducation et à l'emploi comme les hommes !

- Gagnez les soldats fils d'ouvriers et de paysans au camp de la classe ouvrière ! Aucune confiance dans les officiers musulmans et "anti-impérialistes" !

- Pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat ! A bas l'assemblée des experts ! A bas les mollahs ! Pour une assemblée constituante souveraine et laïque !

- Pour des syndicats et des comités d'usine indépendants, élus par les ouvriers ! Non à l'intégration des comités d'usine à l'Etat ! Droit de grève ! Contrôle ouvrier de la production ! Pour des milices ouvrières pour défendre les grèves, les manifestations et les organisations de gauche contre la terreur islamique ! Libérez tous les militants de gauche et nationalistes victimes de la répression de Khomeiny !

- Pour des soviets d'ouvriers, soldats et paysans ! Expropriation de la grande industrie par un gouvernement ouvrier et paysan — la dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie !

- Pour un véritable parti trotskyste en Iran ! Pour la renaissance de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Abonnez-vous !

LE BOLCHEVIK

Nouveau format depuis janvier 80

20 F les 6 numéros, 30 F hors Europe

Pour toute commande :

Le Bolchévik B.P. 135-10

75463 PARIS cedex 10

Chèques à l'ordre du Bolchévik.

CEDOC

LE BOLCHEVIK

Journal de la Ligue trotskyste de France
Tendance spartaciste internationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

Jean Lécuyer

IMPRIMERIE: Minographie

10 rue Juillet 75020 Paris

Commission paritaire n°59 267

Les fedayin d'Iran en quête d'un clergé progressiste

Les événements du printemps dernier et en particulier les purges dans les universités par les réactionnaires islamiques, ont démontré une fois de plus que c'est le parti Fedayin Khalq (OGFP) qui, de toute la gauche iranienne, est la cible principale du régime clérical. La réaction des soi-disant trotskystes du HKE (Parti "révolutionnaire" des travailleurs, section du Secrétariat unifié (SU) et lié au Socialist Workers Party (SWP) américain) vis-à-vis de la répression de Khomeiny, a été de ramper devant les mollahs et de trouver une *justification* à leurs attaques contre les fedayin et les moudjahidin (voir *Le Bolchevik* n° 17, "A bas la guerre sainte de Khomeiny contre la gauche"). Cela les met même plus à droite que le parti Tudeh pro-Moscou qui a déjà une réputation de loyauté servile à Khomeiny.

Dans une situation où c'est le stalinisme et le nationalisme petit-bourgeois qui prédominent dans la gauche iranienne et où donc le trotskysme est mal vu, les fedayin ont obtenu la majorité des militants subjectivement révolutionnaires d'Iran à l'heure actuelle. Il est clair aussi que mis à part les Kurdes et les autres minorités nationales, ils sont considérés comme les principaux adversaires militaires du régime. Il n'en est pas moins vrai que les fedayin n'ont toujours résisté aux attaques des *hezbollahis* et des *pasdars* que contre leur gré et tout en cherchant une forme ou une autre d'unité "anti-impérialiste" avec leurs agresseurs. Les fedayin se sont opposés aux attaques contre la gauche, les minorités nationales et la classe ouvrière, les considérant comme des "ruptures" de l'"unité anti-impérialiste" dans laquelle chaque classe est censée avoir un rôle à jouer : "Cette révolution ne peut pas exprimer et défendre les intérêts d'un seul groupe particulier" ("La fuite du shah", janvier 1979).

Dans un effort désespéré pour éviter la confrontation politique avec Khomeiny, les fedayin déclarèrent que les attaques génocides de Khomeiny contre les Kurdes étaient le "résultat" d'une provocation et d'une intrigue de la part des impérialistes et "d'éléments de la SAVAK" (Kar, 30 mars 1979). Dans le cas des Turkmènes, les excuses données pour le régime clérical étaient encore plus grosses : "Mercredis du régime précédent, agents de la SAVAK et éléments suspects trompent certaines gardes révolutionnaires inexpérimentées" (Kar, avril 1979). La liste est interminable !

S'il est vrai qu'il se trouve beaucoup d'ex-membres de la SAVAK dans les bandes armées islamiques et les "gardes révolutionnaires" aujourd'hui, ils sont bien là parce que les mollahs ont voulu qu'ils y soient. De même, Khomeini chercha un marché avec le corps des officiers du shah, mais qui échoua du fait de l'intransigeance des "Immortels" (garde d'élite du shah), l'armée se désintègrant après février 1979.

Quand les fedayin écrivaient des "lettres ouvertes" à l'"imam" et lui demandaient d'accorder une place aux ouvriers aussi dans le nouveau gouvernement, nous disions :

"Les mollahs iraniens ont besoin de la poigne de fer d'une armée entraînée et équipée par l'impérialisme pour pouvoir faire appliquer la 'justice' du Coran. Les commissariats de police qui ont été in-



A bas la guerre sainte de Khomeiny contre la gauche en Iran!

cendiés pendant les combats de rue seront reconstruits. La gendarmerie du shah (qui a maintenant juré fidélité à Khomeiny) les réoccupera, et une SAVAK régénérée et rebaptisée sera à nouveau lâchée sur ceux qui seront qualifiés de "traîtres" par le nouveau régime."

— *Workers Vanguard*, 16 février 1979

بزودی به فارسی منتشر خواهد شد:

فداخان ایران در جستجوی یک روحانیت

پیشرفت

مگ بر جنگ مقدس خمینی برضیچ در ایران

برای هر نوع تماس و سفارش:

Le Bolchevik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Quand il s'est agi de juger les officiers de l'ancien régime, les trotskystes et les fedayin ont tous deux exigé que ce soit par des tribunaux populaires et non par le clergé. Mais pour nous, c'était une tactique pour dresser les masses contre leurs leaders religieux, afin d'empêcher Khomeiny d'établir sa révolution, tandis que pour les fedayin, c'était un moyen de faire pression sur le nouveau gouvernement.

S'il y avait eu une guerre civile en Iran entre les mollahs et le shah, comme cela paraissait possible

pendant une période très délimitée, la victoire du shah aurait signifié l'extermination immédiate de tous les communistes d'Iran. Nous nous serions trouvés du même côté des barricades que Khomeiny, dans un bloc militaire temporaire. Mais cela ne s'est pas produit. C'est une lutte d'influence qui s'est déroulée, en direction de l'armée du shah. Dans une situation où les marxistes révolutionnaires se trouvaient face à deux forces dont les programmes étaient aussi réactionnaires l'un que l'autre, leur devoir était d'avancer le mot d'ordre : "A bas le shah, à bas les mollahs! Pour la révolution prolétarienne en Iran!"

Plus il devenait clair que Khomeiny allait appliquer exactement ses promesses, instituer la loi de Allah, plus les fedayin se sont agrappés à la soutane de l'ayatollah Taleghani. A coup sûr, on tenait là le seul représentant du "clergé progressiste", le défenseur de la gauche et véritable "anti-impérialiste". Le TSI a toujours souligné que Taleghani était aussi partisan d'une législation sociale islamique réactionnaire et que dans les crises politiques importantes il s'est toujours rangé aux côtés de Khomeiny. D'ailleurs son rôle de "grand conciliateur" était particulièrement dangereux.

Au fur et à mesure que Khomeiny accumulait les crimes, il devenait difficile pour les fedayin d'éviter de faire un certain nombre de critiques du ré-

gime clérical. Mais par exemple au moment de la prise d'otages à l'ambassade des Etats-Unis, ils polémiquèrent contre le groupe Guérilleros Fedayin du Peuple (GFP), scission des fedayin dirigée par Achraf Dehghani, qui considère avec raison que cette action était une diversion, et dans leur polémique, les fedayin réaffirmèrent leur soutien à un "clergé progressiste" imaginaire : "la prise de l'ambassade des Etats-Unis montre assez bien cette réalité qu'au moins une partie du clergé ne peut pas en gardant sa position actuelle dans le pouvoir ne pas perdre rapidement le soutien du peuple si il ne tient pas compte des revendications de la petite-bourgeoisie (...)" (articles choisis de Kar, n° 1, mars).

Les fedayin ont toujours eu la position que les mollahs représentent une force petite-bourgeoise qui comporte à la fois des aspects "progressistes" et des aspects "réactionnaires". Le fait que le clergé iranien ait unanimement soutenu le coup d'Etat fomenté par la CIA contre Mossadegh en 1953 — coup d'Etat qui a remis le shah sur le trône — devrait inciter les militants fedayin à remettre en question leur loyauté à un "clergé progressiste" impalpable. Certains des documents de fondation des fedayin eux-mêmes (comme ceux du fondateur des fedayin, Djézani) abondent d'évidences montrant quelle sorte d'intérêts matériels soutiennent les mollahs malgré leurs "lignes" différentes en une couche sociale aussi réactionnaire que le clergé.

La simple reconnaissance des traits fondamentaux de la vie politique iranienne ne signifie évidemment pas que Djézani ait rompu avec le stalinisme de gauche. Il pensait lui aussi qu'il pouvait exister un "clergé progressiste" qui se définirait par l'adoption de mots d'ordre "anti-dictatoires" et "anti-impérialistes". Mais il pensait que la grande majorité des mollahs,